



Séance ordinaire du mardi 3 octobre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trois octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Solidarités - Groupement d'intérêt économique (GIE) Sûreté Résidentiel Interbailleur - Convention de participation entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Versement de Montpellier Méditerranée Métropole à ACM Habitat - Approbation - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

L'Office Public de l'Habitat (OPH) de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a étudié les modalités de création d'une structure dédiée à la sécurité privée des immeubles d'habitation dont il est propriétaire et qu'il gère. Les droits à faire des organismes HLM étant strictement encadrés, notamment en termes de filialisation et de prises de participations, la solution qui s'est dégagée consiste en la constitution, avec d'autres organismes HLM ou assimilés, d'une structure de coopération, et plus précisément d'un Groupement d'Intérêt Economique (GIE), sur le fondement de l'article L. 423-6 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) et régi par les dispositions du Code de commerce (articles L. 251-1 et suivants).

Par délibération n° M2022-440 en date du 6 décembre 2022, en sa qualité de Collectivité de rattachement de l'OPH ACM Habitat, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la constitution du GIE Groupement Sûreté Résidentiel Interbailleur de Montpellier Méditerranée Métropole (GSRI-3M), dont les membres fondateurs sont l'OPH ACM Habitat, l'ESH FDI Habitat, la Société Française d'Habitation Economique SFHE et CDC Habitat. Ce groupement d'intérêt économique, dédié à la sécurité privée et à la tranquillité résidentielle des immeubles d'habitation leur appartenant a été créé le 7 juillet 2023.

Les communes disposant d'un parc locatif géré par l'OPH ACM Habitat sur son territoire et qui souhaitent l'intervention du GSRI-3M peuvent participer au fonctionnement dudit GSRI-3M en fonction des besoins de son parc locatif. Dans ce cadre-là, le Ville de Montpellier a souhaité participer au fonctionnement du GSRI-3M au titre de l'année 2023 à hauteur de 35% du budget prévisionnel.

La Ville de Montpellier ne pouvant verser de subvention directe à l'OPH ACM Habitat, la participation de la Ville sera versée à Montpellier Méditerranée Métropole, à charge pour cette dernière, de la reverser à son OPH. Pour ce faire, il est proposé une convention de participation, entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative au fonctionnement du GSRI-3M au titre du parc locatif géré par l'OPH ACM Habitat sur le territoire de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver le versement d'une participation de fonctionnement auprès d'ACM dans la limite de ce qui aura été perçu par la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Julie FRÊCHE, M. Guy LAURET, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 17/10/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 octobre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231003-247156-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 17/10/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Ville_3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.